



CTL Lardy – Renault, Ampère & prestataires

Lundi 15 septembre 2025

Pour dégager la politique antisociale en faveur des riches et des patrons : le 18 septembre tous en grève... et après on continue !

Le 10 septembre, nous étions plusieurs centaines de milliers sur les blocages, dans les rassemblements et les manifestations. Ni les 80 000 flics de Retailleau, ni la nomination express de Lecornu après le hara-kiri de Bayrou n'ont désamorcé la colère, au contraire.

Le 10 septembre : un très bon début !

Des milliers de travailleurs, travailleuses et jeunes ont fait grève, dans la santé, dans l'éducation, à la SNCF, mais aussi dans des petites entreprises, sans attendre les consignes des syndicats.

Des centaines de milliers de personnes ont manifesté dans le pays, des milliers se sont réunies en assemblées sur les places pour discuter des suites. Partout, ce sont aussi les jeunes qui ont rejoint les manifs. Au moins 150 lycées étaient bloqués, et si les campus sont restés sages c'est parce que la rentrée universitaire n'avait pas encore eu lieu. Une jeunesse désobéissante et spontanée est une force. C'est à ses côtés, qu'il faudra lutter.

Les ministres passent, le programme reste

Car les patrons attendent de Lecornu qu'il continue la politique de ses prédécesseurs : nous faire payer la « dette » en supprimant des milliers d'emplois dans la fonction publique, en bloquant les salaires, sabrant dans les hôpitaux, en déremboursant médicaments et soins... Pendant que les patrons empochent 211 milliards annuels de subventions et exonérations – et même 270 milliards selon un livre qui vient de paraître –, et l'explosion du budget de l'armée profite aux Dassault, Safran, Thalès et autres.

Même agrémenté de quelques « concessions » pour acheter le soutien d'un Parti socialiste qui ne demande pas mieux – comme le renoncement, annoncé ce week-end, à nous voler deux jours fériés –, c'est un budget de guerre sociale et de guerre tout court... porté par l'ancien ministre des Armées, tout un symbole !

Rien à attendre d'une nouvelle loterie électorale

Tout le petit monde politique frétille à l'idée de nouvelles élections. À droite, le parti le plus anti-

ouvrier, le RN, dont les dirigeants fréquentent et apprécient Lecornu, réclame, pour faire bonne figure, de nouvelles élections législatives, en espérant y glaner plus de députés et arriver aux manettes pour s'en prendre davantage encore aux services publics, aux travailleurs immigrés, puis à tous les travailleurs.

À gauche, PS, PCF et Verts entrent dans des mécanos visant éventuellement à soutenir le gouvernement, en mettant des « conditions ». La belle affaire !

La France insoumise appelle à « bloquer le pays » pour mettre en avant la « destitution » de Macron. Mais c'est encore détourner la colère vers les solutions électorales et institutionnelles. Un autre gouvernement, avec ou sans Macron, en laissant au pouvoir ceux qui nous exploitent, ne pourra rien amener de bon pour la classe ouvrière et la jeunesse.

Tous et toutes en grève le 18, généralisons les grèves !

Pour imposer une autre politique, nous ne pourrions compter que sur nous-mêmes. Il faudra bloquer le pays et le moyen le plus efficace d'y parvenir, c'est la grève ! Si les travailleurs cessent le travail, plus rien ne tourne et la machine à profits se grippe. C'est par la grève qu'on s'attaque à la minorité d'exploiteurs qui décident de tout à notre place. C'est par la grève qu'on pourra dégager la politique patronale et avec elle toute la société capitaliste, qui n'entraîne que misère et guerre, exploitation, oppressions et racisme.

Alors, soyons en grève le 18... et après ! Soyons aussi massivement dans la rue pour que tout le monde voie notre force. Discutons entre nous dans les ateliers et les bureaux, avant et après les manifestations, afin de nous organiser à la base, pour décider nous-mêmes de notre lutte, sans nous en remettre aux politiciens et aux appareils syndicaux.

Embauchez-les plutôt que de les cacher !

Certains salariés prestataires bossaient dans les mêmes open-space que leurs collègues Ampere au L26. Comme ils travaillent sur les mêmes projets, c'était bien plus simple au quotidien. Mais la direction, faisant mine de se conformer au droit du travail, les a déplacés vers le L26Ter (déjà bien chargé, où la climatisation est défectueuse et le réseau WiFi aléatoire).

C'est bien hypocrite : si la direction craint le délit de marchandage, la seule solution, c'est d'embaucher tous les prestataires qui font le même boulot que les Renault ou Ampere.

Et on devrait tous défendre ces embauches, cela renforcerait la pérennité de tous les emplois de Lardy.

Tout ça pour ça !

On a appris au détour d'un communiqué de F. Provost que l'ingénierie de Renault était subitement réunifiée avec Ampère, puisque P. Brunet est désormais directeur des deux en même temps !

A croire que l'opération démantèlement menée par de Meo il y a 3 ans n'a pas été une franche réussite, malgré la légende qu'il s'était construite lui-même. La direction commence à faire machine arrière ?

Il ne reste plus qu'à réintégrer tous les salariés dans la même entité ! En attendant, merci à de Meo et à tous ses fans de nous avoir fait rêver...

Petits arrangements entre amis

L'intense lobbying des constructeurs automobiles européens a payé : la Commission Européenne vient d'accélérer la « clause de revoyure » concernant la fin du thermique en 2035. C'est que le rythme de croissance des ventes d'électricité est trop faible par rapport à ce qu'il faudrait pour atteindre 100 % en 2035. Pas étonnant d'ailleurs qu'ils ne vendent pas assez de voitures, vu les prix de vente...

Alors les patrons du secteur ne veulent pas abandonner l'objectif, mais réclament des subventions et de la « flexibilité » pour y parvenir et affronter la concurrence. Ils espèrent négocier avec l'Union Européenne des petits arrangements pour faciliter la transition d'ici 2035: hybrides rechargeables, prolongateurs d'autonomie, abaissement des amendes en cas d'objectifs non atteints ou allègement de la réglementation...

A Lardy, le passage au tout électrique en 2035 était le prétexte de la direction pour justifier des centaines de suppressions de postes. Ces marchandages ne ramèneront pas le moindre emploi, mais ils préserveront les profits patronaux.

En grève le 18 septembre !

La journée du 10 septembre a été une réussite. Pas tant que le pays était bloqué, mais pour des centaines

de milliers de travailleurs, la provocation de Macron et de Bayrou a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Se mobiliser à Lardy un mercredi début septembre, c'était pas gagné... et pourtant on était des dizaines en assemblée générale devant le site. Vu le nombre de gendarmes présents, la direction craignait peut-être que ça chauffe...

Elle n'est pas au bout de ses peines : ce n'était que le début ! Le recul de Lecornu sur les jours fériés est le résultat de la pression exercée par le mouvement du 10 septembre, mais c'est surtout une manœuvre pour faire passer tout le reste des attaques.

Il ne faut pas s'arrêter là. Il n'y a que par le rapport de force qu'on peut défendre nos intérêts. Alors tous dans la rue le 18 septembre pour bloquer le patronat et le gouvernement avec notre arme de travailleurs : la grève !

Milliardaires engraisés, travailleurs dépouillés

A l'appel de la CGT et de Sud, un Comité d'Action Renault Lardy s'est formé pour préparer la mobilisation du 10 septembre et ses suites.

Qu'on soit syndiqué ou pas, quelle que soit notre entreprise, on est tous concerné par le projet de budget de Bayrou/Lecornu.

Pour le combattre, il faut s'organiser pour mettre en avant nos revendications, discuter des modes d'action et des prochaines étapes.

Une manifestation de patrons ? Chiche !

Patrick Martin, le président du Medef, menace d'une « grande mobilisation patronale » si Lecornu décide d'augmenter les impôts des entreprises en 2026. Et il revendique : il faut « desserrer le frein à main pour relancer l'investissement ».

Les freins sont pourtant lâchés à fond ! Une enquête publiée tout récemment estime à 270 milliards d'euros les exonérations de charges et autres subventions dont bénéficie le patronat, chaque année.

Quant au taux d'imposition sur les entreprises, il a diminué de moitié depuis 40 ans. Bref, le MEDEF en veut toujours plus... Bientôt une manif dans le 16° ?

Valeo Mondeville : salariés, pas aventuriers !

Le groupe Valeo veut vendre le site de Mondeville (Calvados) à un équipementier chinois, Sinopec. « Une belle aventure ! », selon la direction.

« On n'est pas des aventuriers ! », ont répondu les salariés, qui ont fait grève pendant 4 jours la semaine dernière pour exiger des garanties sur l'emploi, la paie et les conditions de travail.

Leur piquet de grève bloquait des capteurs vitaux notamment pour Stellantis. La justice est venue au secours du patronat, obligeant les grévistes à lever le siège. Cette première bataille en appelle d'autres, pas juste site par site, mais tous ensemble.